



CARREFOUR DES CHRÉTIENS INCLUSIFS

RÉSEAU INTERNATIONAL FRANCOPHONE

Bruxelles, le 22 mai 2021.

Ô Paraclet, Tu souffles décidément où tu veux...

Communiqué de presse du CCI sur le changement de théologie des Évangéliques et des Orthodoxes de Belgique en faveur des personnes LGBTQIA+

En ce week-end de Pentecôte, c'est avec une immense joie et bénédiction que le CCI accueille la **déclaration signée par les représentants des cultes reconnus en Belgique qui condamne le harcèlement, la violence et la discrimination fondés sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre** (voir Annexe).

Cette initiative unique, proposée par les partis flamands et qui regroupent les représentants des **cultes chrétiens, juifs, musulmans et bouddhistes ainsi que les laïcs**, est pour le CCI et ses membres **une bonne nouvelle** au sens de l'enseignement du Christ qui nous guide dans son amour et sa compréhension.

Nous, CCI, louons le Saint-Esprit d'avoir soufflé dans le cœur du **Dr Geert Lorein, Président du CACPE et Vice-président du synode fédéral, et du Métropolitain Athénagoras de l'Église orthodoxe** en Belgique, pour cette décision historique en faveur de l'accueil inconditionnel des personnes LGBTQIA+ dans nos sociétés et dans nos Églises.

Trop souvent les personnes lgbtqi+ et leurs familles sont victimes dans nos Églises de violences verbales, de rejets, de discriminations dans l'accès aux sacrements (communion, consécration, baptêmes, ...) et se voient obligées de quitter leurs paroisses pour vivre dans le respect de leur existence et de leur foi.

Face à ce changement radical de doctrine des Églises évangéliques et orthodoxes de Belgique, le **CCI soutient les leaders de ces deux Églises** qui ont eu le **courage** de se prononcer en ce sens et nous les assurons de toute notre expérience pour transformer en profondeur leurs institutions **pour qu'elles deviennent des modèles d'inclusion**.

Note pour les éditeur·rice·s : Le CCI est un réseau œcuménique d'associations et de personnes basées en Belgique, France et Suisse. Son objectif est de témoigner de la pleine reconnaissance des personnes lgbtqi chrétiennes et de leurs familles au sein des églises chrétiennes et des milieux lgbtqi.

ANNEXE

Texte de la déclaration pour Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie des religions et des groupes politiques condamnant le harcèlement, la violence et la discrimination fondés sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre.

Les religions et les groupes politiques condamnent le harcèlement, la violence et la discrimination fondés sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre.

En Flandre, une personne LGBTQI+ sur deux est victime d'intimidation et près d'une sur cinq de violence physique. C'est inacceptable. C'est pourquoi la N-VA, le CD&V, Open Vld, Vooruit et Groen ont pris l'initiative d'envoyer un signal fort sur IDAHOT, avec les représentants des cultes reconnus, de la laïcité organisée et de l'Union bouddhiste : "Nous condamnons toute forme d'intimidation, de discrimination et de violence sur la base de l'orientation sexuelle. Tous les êtres humains sont égaux. Point barre." Les politiciens, mais aussi les représentants de l'Église catholique romaine, du culte protestant-évangélique, de l'Église anglicane, de l'Église orthodoxe, du culte israélite, du culte islamique, de l'Union bouddhiste et de la laïcité organisé proclament aujourd'hui ce message haut et fort.

En 2021, plus de 60% des personnes LGBTQI+ n'oseront pas être elles-mêmes dans les espaces publics de peur d'être menacées. C'est pourquoi une personne LGBTQI+ sur trois évite certains endroits. Deux personnes LGBTQI+ sur trois ont peur de marcher dans la rue main dans la main avec leur proche par crainte de violences verbales ou physiques. Et des recherches menées notamment par l'Université de Gand montrent qu'un jeune garçon sur cinq se dit opposé à l'égalité des droits pour les LGBTQI+.

Les groupes politiques du Parlement flamand, les cultes et les philosophies ont donc estimé qu'il était important de relancer le dialogue interconfessionnel. Les discussions sous l'effet du temps se sont avérées immédiatement constructives et productives. C'est pourquoi nous soulignons ensemble aujourd'hui que chaque être humain a une valeur égale et que la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre ne sera pas tolérée. Ensemble, nous nous référons à la Convention européenne des droits de l'homme comme ligne directrice et à la Charte que les différents cultes reconnus et la conception philosophique non confessionnelle ont signé le 2 juin 2017 à la satisfaction du gouvernement flamand de l'époque dirigé par le ministre-président Geert Bourgeois. Celle-ci réaffirme le dialogue avec le gouvernement et affirme, entre autres, le respect du libre choix du partenaire.

"Nous faisons également appel à toute confession, dans le respect de l'identité de chaque religion, pour porter le sujet à l'attention du public", indiquent les responsables politiques. "Par exemple, nous demandons que les communautés religieuses s'engagent à être des refuges auquel s'adresser pour les personnes LGTBQI+ et les jeunes en recherche. Il est aussi bien possible d'engager un dialogue avec eux, sur base de leur propre approche philosophique ou spirituelle, que de les orienter vers des associations spécialisées."

"Nous souhaitons répondre à l'appel à maintenir ouvert le dialogue entre les politiques et les cultes et philosophies et nous rencontrer régulièrement. Parler paisiblement de sujets difficiles apporte un éclairage et une meilleure compréhension mutuelle", ont conclu tous les représentants des cultes reconnus.

Les représentants du peuple, Lorin Parys (N-VA), Orry Van de Wauwer (CD&V), Stephanie D'Hose (Open Vld), Maxim Veys (Vooruit), An Moerenhout (Groen), Piet De Bruyn (N-VA), Tom Ongena (Open Vld), Paul Van Miert (N-VA) et Freya Perdaens (N-VA) et les représentants

des cultes, l'évêque Johan Bonny (Église catholique romaine), le pasteur Steven Fuite et Dr. Geert Lorein du culte protestant-évangélique, le chapelain-président McDonald, , et Jo Jan Vandenheede, secrétaire de l'Église anglicane, le métropolitain Athénagoras de l'Église orthodoxe, Philippe Markiewicz, président du Consistoire central israélite de Belgique, Khalid Benhaddou, imam du culte islamique, Mehmet Üstün, président de l'Exécutif des Musulmans de Belgique, Carlo Luyckx de l'Union bouddhiste et Freddy Mortier, président, et Anne-France Ketelaer, directrice générale de deMens.nu.

Source : [Les religions et les groupes politiques condamnent le harcèlement, la violence et la discrimination fondés sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre. - Église Protestante Unie de Belgique](#)